

**COMMUNE de IZERNORE PRESCRIPTIONS RELATIVES A UNE
DECLARATION PREALABLE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DECLARATION		Référence dossier :
<i>Déposée le</i> 19/01/2023 <i>Affichée le : DATEAFFDEP»</i>	<i>Complétée le</i> 21/02/2023	N° DP00119223H0002
<i>Par :</i>	Madame BONNAVENT Camille	Surface de plancher créée : 0 m² Surface taxable : 0 m²
<i>Demeurant à :</i>	437 rue de l'Oignin 01580 IZERNORE	
<i>Pour :</i>	CLOTURE EST SUD EST NORD.	
<i>Sur un terrain sis :</i>	437 rue de l'Oignin 01580 IZERNORE	
<i>Références cadastrales :</i>	AC-0311, 0F-1162, 0F-1163, AC-0327	

Le Maire,

Vu la déclaration préalable susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme de l'Habitat (PLUiH) approuvé le 19/12/2019 et modifié le 17/12/2020,
VU le règlement des zone U4 et N du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme de l'Habitat, (PLUiH),

**CERTIFICAT DE NON OPPOSITION A UNE
DECLARATION PREALABLE**

**Certificat de décision de non opposition à une déclaration préalable
Délivré par le Maire au nom de la Commune**

Vu la déclaration préalable déposée le 19/01/2023, complétée le 21/02/2023, par Madame BONNAVENT Camille demeurant à rue de l'Oignin 01580 IZERNORE, enregistrée sous le numéro DP00119223H0002, pour la construction d'une clôture sur un terrain sis à 01580 LA COURBE à IZERNORE.

Le Maire de la commune de IZERNORE certifie qu'il ne s'est pas opposé à la déclaration préalable de Madame BONNAVENT Camille depuis 21/03/2023.

Ce certificat est délivré en application de l'article R 424.13 du code de l'urbanisme.

**Fait à IZERNORE
Le 17 avril 2023
Le Maire,**



Sylvie COMUZZI

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales..

Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enselement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.
 - **DUREE DE VALIDITE** : **Conformément au décret 2016-6 du 5 janvier 2016 portant dérogation à l'article R 424-17 et R 424-18 du code de l'urbanisme**, la déclaration préalable est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si ces derniers sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. La prorogation est possible si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué en la défaveur du demandeur.
 - **AFFICHAGE** : Mention de la déclaration doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
 - **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
Pour la commune de Nantua uniquement :
« le tribunal administratif peut être saisi d'une requête par l'application télécours citoyens sur le site www.telercours.fr »
 - **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : conformément à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.
-